



Année blanche pour 2026 = Année noire pour les fonctionnaires territoriaux

L'UNSA Territoriaux exprime sa plus vive inquiétude et sa ferme opposition aux propositions budgétaires 2026 présentées par le Premier ministre François Bayrou.

L'annonce d'une « année blanche » – sans revalorisation salariale ni avancée sociale – est une véritable provocation pour les 1,9 million de fonctionnaires territoriaux qui œuvrent au quotidien au service de la population.

En refusant d'augmenter le point d'indice, pourtant attendu de manière urgente et légitime par l'ensemble de la fonction publique territoriale, l'exécutif acte un gel des rémunérations qui va aggraver encore davantage la perte de pouvoir d'achat des agents. Une telle décision est d'autant plus inacceptable qu'elle intervient sur fond d'inflation, de tensions sur les recrutements, et de désaffection croissante pour l'engagement public.

Pire encore, l'annonce de la suppression de deux jours fériés est une mesure d'une brutalité sociale sans précédent.

En s'attaquant au temps de repos, déjà réduit dans nombre de services, cette mesure touche de plein fouet les agents les plus exposés et les plus investis, souvent déjà soumis à une pénibilité intolérable. L'UNSA Territoriaux y voit une mesure purement comptable et totalement déconnectée des réalités du terrain.

Ces propositions traduisent une vision technocratique et méprisante de la fonction publique territoriale, réduite à une variable d'ajustement budgétaire. Elles renient les promesses de reconnaissance faites au service public de proximité, si souvent encensé pendant les crises.

L'UNSA Territoriaux exige l'ouverture immédiate de discussions avec le Premier ministre et l'ensemble des partenaires sociaux. Il est impératif que les agents publics territoriaux ne soient pas, une fois de plus, relégués au second plan des priorités gouvernementales. Notre syndicat défendra avec détermination les droits, la dignité et la reconnaissance des femmes et des hommes qui font vivre les collectivités locales.

Nous appelons solennellement le gouvernement à abandonner ce projet inique, antisocial et inacceptable.

Charles COSSE, Secrétaire Général de l'UNSA Territoriaux

Bagnolet, le 15 juillet 2025

Charles Cosse - 06 52 01 03 97 - charles.cosse@unsa.org